

# Les mille sources de la Colère

N° 178

JUIN 2025

## Edito

Notre ministère a fait le choix inacceptable d'écarter la mutuelle historique des agents, la MGEFI, pour lui préférer... une start-up ! Et pas n'importe laquelle: ALAN, entreprise privée à but lucratif, choisie unilatéralement pour assurer la couverture santé de plus de 134 000 agents actifs, 84 000 ayants-droit et quelque 156 000 retraités.

Ce n'est pas un simple changement de prestataire. C'est un nouveau coup de boutoir contre la logique de solidarité, contre l'économie sociale et solidaire non-lucrative, contre la maîtrise publique de notre système de santé. C'est un choix idéologique, un choix politique, au service du capital et de la « start-up nation » voulue par Emmanuel Macron. C'est une stratégie délibérée dite "cheval de Troie" pour faire rentrer l'assurantiel dans la protection sociale des fonctionnaires, prendre le contrôle sur des dizaines de milliards d'euros qui échappent encore aujourd'hui à leur appétit de profits immédiats.

### Mais ALAN, c'est quoi ?

- > Une start-up sans point d'accueil physique pour les agents.
- > Un outil de spéculation ayant levé plus de 440 millions d'euros, entre les mains de fonds d'investissements étrangers, notamment : Temasek (fonds souverain singapourien), Ontario Teachers' Pension Plan (Canada), et d'autres fonds d'investissement internationaux. Cette composition de l'actionariat soulève des questions légitimes sur l'indépendance de la gouvernance et sur la soumission aux intérêts des stratégies capitalistes bien loin de l'esprit mutualiste !
- > Une gestion des données délocalisée, notamment en Tunisie, en contradiction avec les exigences de sécurité et de confidentialité.
- > Un recours massif à l'intelligence artificielle pour traiter les dossiers, au détriment de l'humain et de la qualité de service.
- > Un management déshumanisé où "la négociation salariale est proscrite"
- > Une entreprise déficitaire depuis sa création en 2016, mettant en doute sa solvabilité et donc sa viabilité à moyen terme : ALAN a enregistré une perte nette comptable de 54 millions en 2024, de 59 millions en 2023 et de 72 millions en 2022. Ces pertes s'expliquent par des investissements importants pour soutenir la croissance, notamment technologique.
- > ALAN viserait l'équilibre financier en France d'ici fin 2025 et une rentabilité globale en 2026. On comprend vite que l'arrivée de 350 000 agents des finances actifs et retraités dont 85 000 captifs par l'adhésion de groupe obligatoire serait une aubaine avec la complicité de Bercy.

### La CGT Finances Publiques exige l'abandon de ce choix !

Nous ne voulons pas d'une santé pilotée par les algorithmes, par des actionnaires, par des logiques de marché. Nous défendons une protection sociale mutualiste, solidaire, non lucrative, au service de la réponse aux besoins des agents et de leurs familles.

Nous ne voulons pas que nos données concernant nos remboursements médicaux soient aux mains d'une entreprise à but très lucratif et attirent les convoitises d'industries privées, soucieuses de développer de nouveaux marchés. En choisissant ALAN, Bercy s'affranchit non seulement des termes de l'accord ministériel sur la PSC (qui impose des critères sociaux et environnementaux), mais sacrifie aussi les engagements de service public sur l'autel de la rentabilité si chère aux intérêts des marchés financiers et leurs affidés, si bien représentés en France par la Macronie.

En choisissant cet opérateur assurantiel, c'est tout un pan de notre histoire mutualiste à Bercy qui s'effondre. C'est une attaque sans précédent sur la conception française d'une sécurité sociale solidaire. Opérateur financiarisé qui, pour la CGT, ne garantit ni la modération des cotisations, ni les prestations dans la durée, ni la prévention, ni l'accompagnement social, ni la réponse aux besoins en protection sociale complémentaire des agents, qu'ils soient adhérents à titre obligatoire ou facultatif.

**La CGT Finances Publiques refuse qu'un tel opérateur soit chargé de la protection sociale complémentaire des agents du ministère qu'ils soient actifs, ayant-droits ou retraités.**

**J'adhère en ligne à la CGT Finances Publiques >> ICI <<**

**Contacts**

**mail [cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr)**

**tél : 06 19 30 22 37**

## Habemus Papam

Numéro 1 a demandé et payé l'intervention d'un universitaire au récent collège des chefs de service pour insuffler des théories en matière d'organisation du travail inspirées des discours... du pape François ! Il ne faut donc pas être sectaire et parfois on se retrouve en accord avec le pape lorsque qu'on évoque plus d'« horizontalité » dans le monde laïc du travail. Reste à savoir comment Bercy, chantre de la verticalité, recevra la parole du messie, Ite missa est !

## # t'es viré !

Recevoir, un soir, sur son portable perso, un appel pour se faire signifier que son poste est « supprimé » et qu'il faudra participer au mouvement local, t'es pas gâté là ? La prochaine étape fermeture d'un service par envoi de SMS groupés ? Les méthodes Musklées pénètrent les consciences jusqu'au fin fond des Monédières...

## Française des jeux

Moscovici, président de la cours des comptes, l'a affirmé, y a pas grand-chose à « gratter » sur le contrôle fiscal. Haro sur la fraude sociale en faisant croire que les 13 milliards estimés sont de la faute des pauvres, immigrés et autres parias. Cette fraude est pourtant majoritairement du fait des entreprises... Quant aux 80 à 100 milliards de fraude fiscale estimée, ça mériterait un grattage plutôt qu'un tirage... de chasse d'eau.

## Je sais rien mais je dirai tout

Pressé par les O.S, Numéro 1 a opté pour le mercredi après-midi afin de rencontrer l'équipe clairsemée du PCE et leur expliquer la note nationale sur la mort des Pôles de Contrôle et Expertise. En résumé pas de stress, le contrôle irait au DIRCOFI et aux futurs pôles nationaux, l'expertise au SIE et le pôle pourrait être intégré dans un PUC, mais, rassurons-nous, pas avant janvier 2026. Bon, il a promis de se battre contre la note nationale et qu'il ne savait rien : un peu plus, on aurait pu croire que tout cela était prévu.

## Mai à petit vélo dans la tête!

Nous n'avons pas tous les mêmes obligations en matière de bilan carbone et d'efforts pour sauver la planète. Nos huiles de la DG voyagent beaucoup et loin pendant que les agents sont culpabilisés et incités à mettre les pieds sur les pédales. Tulle-Brive, 32km en 2h en roulant bien, sans crevaison ni malaise cardiaque : Oh merci, je me sens revivre !

## OCAPI c'est tout !

Un énième grand moment d'autosatisfaction publique sur Ulysse concernant le passage à la nouvelle application de paiement des pensions qui s'est « globalement bien déroulé ». En réalité de nombreuses pensions n'ont pas été payées dans les temps impartis. Mais comme les retraités ont l'habitude de se serrer la ceinture, ils n'ont pas vu la différence. De la com' et des anciens qui ont dû se débrouiller : Comme GMBI, un franc succès !

## Gala

Ulysse offre aux agents l'occasion de voir et suivre les trajets de leur chère Directrice Générale. Amélie à Toulouse, Amélie à Rouen, Amélie lunch, Amélie évite les O.S...Photos, re-photos, bref impossible de louper ses jolis voyages qui nous nous distraient d'un entrefilet anodin annonçant quelques futilités comme la suppression de 550 emplois... La rubrique des promesses non tenues déborde mais purée que les photos sont belles...

## Main à la poche

Dans un florilège de propos indécents et décomplexés, les grands patrons ont été entendus par le Sénat sur les aides publiques accordées aux grandes entreprises. Le meilleur d'entre eux, auditionné pour LVMH a déclaré « Je crois qu'il est très mauvais pour l'Etat de se mêler de la gestion des entreprises privées et en général, ça mène à la catastrophe ». T'as raison Bernard, rends le pognon ! Tout cet argent que tu as accepté de l'État pour au final sous-payer ou licencier ton personnel, et si tu le donnais à l'Hôpital ?

Ne vous plaignez pas:  
Votre mutuelle est prise en charge  
par votre employeur, rien à déboursier!

